

L'INCOHERENCE DES POLITIQUES LINGUISTIQUES AU NIGERIA : QUELQUES IMPLICATIONS POUR LES LANGUES AUTOCHTONES

Isa, Bayo
University of Ilorin

Résumé

Il y a plus en plus d'accent, mais souvent mal placé, sur la modernisation et la mondialisation. Cet effort se traduit à peu près à l'occidentalisation et l'adoption d'une langue de communication plus large, notamment les langues anglaise et française. Pour entrer dans cet agenda, le gouvernement nigérian, par le biais des politiques linguistiques, contribue par ignorance au déclin ou à la mort de nombreuses langues minoritaires en restreignant directement et indirectement leur utilisation. C'est dans ce contexte que cet article de recherche se concentre principalement sur certaines des politiques linguistiques nigérianes telles que documentées dans les politiques nationales sur l'éducation, les langues indigènes nigérianes et la façon dont elles ont tendance à être menacées par les langues officielles et dominantes du pays. La recherche souligne en outre certains avantages des langues autochtones pour le pays et examine certains des effets négatifs des politiques (éducatives) du gouvernement sur les langues nigérianes en général. Elle se présente comme une conclusion en disant que le gouvernement, les parents, les écoles, le secteur privé et les citoyens ordinaires ont tous un rôle à jouer dans la tâche de revitaliser et de préserver les langues autochtones du pays.

Mots-clés : politique linguistique, langue autochtone, langue saine, langue en danger, et langue moribonde

Introduction

C'est une croyance populaire qu'une grande partie de ce qui est connu sur le mouvement historique des êtres humains provient de l'étude des langues qui étaient parlées par les anciens peuples de la terre. On pense également qu'une grande partie de l'histoire et de la culture d'une société est contenue dans sa langue ; par conséquence, perdre sa langue ancestrale revient à affaiblir les liens avec les ancêtres eux-mêmes. Cela implique que quand une langue meurt, ses usagers/locuteurs perdent une partie importante de leur identité, une richesse de leur culture, de leur art et de leurs connaissances disparaissent avec elle. Très récemment, les nouvelles de l'ONU (2019) ont rapporté que « toutes les deux semaines, au moins une langue autochtone disparaît de la surface de la terre », ce qui se traduit à la mort de deux langues autochtones chaque mois. Cependant, les questions qui se posent sont les suivantes : est-ce que la plupart des gens et le gouvernement ignorent ces faits ? Ou bien, sont-ils simplement insensibles au rôle inestimable que jouent les langues autochtones dans la société ?

Des experts comme Akinnanso (1989), Akinnanso (1991), Okebukola et al (2013), Senayon (2018) et Adeniran (1979) se sont souvent prononcé de manière à défendre nos

langues autochtones ; tandis que Ajiboye (2002), Ajiboye (2010), Igboanusi (2008) et bien d'autres ont soutenu la promotion des langues étrangères dans le contexte des politiques linguistiques éducatives au Nigéria. Il reste cependant à voir si un pays comme le Nigéria pourra maintenir sa diversité linguistique et culturelle dans les années à venir. Cela semble être un sujet de préoccupation car, depuis la période coloniale, le Nigéria est confronté au problème de forger l'unité nationale à partir de la diversité. Et depuis ce temps-là, il est généralement reconnu que les facteurs linguistiques sont au cœur de cette diversité. Le Nigéria d'aujourd'hui n'est pas différent des autres pays de l'ancien empire britannique où des frontières artificielles ont été imposées à travers diverses cultures, langues, religions et réformes sociales qui ont été regroupées sous des administrateurs coloniaux.

Le contexte dans lequel la planification linguistique a été effectuée, surtout quand le Nigéria était nouvellement indépendant, présentait des défis de gestion des langues dans sa situation multilingue, en particulier, la politique linguistique dans l'éducation. Avec le temps, Bamgbose (2004) observe que les gouvernements se sont tournés vers des questions plus urgentes liées à l'économie et aux programmes de

protection sociale, sans se soucier du fait que la langue était tout aussi importante pour la bonne exécution de ces programmes.

Selon Akinnaso (op.cit.), aucune constitution n'a été rédigée et, en fait, aucune politique gouvernementale majeure n'a été formulée, qui ne reconnaît pas le problème de la diversité linguistique et ses effets sur le développement national. Pourtant, le Nigéria lutte depuis son indépendance pour survivre en tant qu'une nation unie, forte et autonome, tout en essayant de préserver ses multiples groupes ethnolinguistiques et de fournir « des brillantes et complètes opportunités à tous les citoyens » voir: Constitution de la République Fédérale de Nigéria, (1979: 4) (désormais, FRN).

Toutes ces préoccupations ne sont peut-être pas sans rapport avec la nécessité d'une politique linguistique plus pratique qui serait fondée sur une consultation générale des citoyens et une large acceptation de leur part. Des chercheurs comme Dada (1981), Alfa-Olasunkade et Adewuyi (2008), et Isa (2019) sont déjà d'avis que la voie la plus facile à suivre serait de continuer à utiliser l'anglais et le français dans toutes les situations qui rassemblent les différents groupes ethniques au niveau national. Ces deux langues et quelques autres principales sont devenues des langues mondiales du commerce et de la communication. Pour de nombreux peuples du monde, l'apprentissage d'une de ces langues est considéré comme la clé de l'éducation, des opportunités économiques et d'un meilleur mode de vie. Malheureusement, ces mêmes langues de communication plus large qui ont pu être considérées comme une grâce salvatrice peuvent nous avoir fait plus de mal que de bien. C'est à la suite de cela que cette recherche a l'intention d'examiner comment les politiques autrement connues comme l'ensemble d'idées, de lois, de règlements, et de pratiques visant à réaliser un changement de langue planifié ont entraîné des changements défavorables dans les langues indigènes au Nigéria.

Problématique de l'étude

Un examen plus critique des politiques gouvernementales en matière de langue révèle que l'attention s'est davantage portée sur le rôle de la langue dans l'éducation, qui inclut inévitablement

la langue maternelle de l'enfant ou la langue de sa communauté immédiate. Par conséquent, on parle de moins en moins de langues nationales en raison de l'accent croissant (souvent mal placé) sur la modernisation et la mondialisation, qui se traduit en gros à l'occidentalisation et à l'adoption d'une langue de communication plus large, notamment les langues anglaise et française.

Le Nigéria, étant une grande entité anglophone et plurilingue où aucun des trois groupes ethniques majeurs ne veut se laisser dominer par l'autre dans tous les domaines y compris la langue, échoue progressivement dans sa capacité à produire des locuteurs purs de ses langues autochtones. Et de nos jours, nous avons plutôt ceux qui ont été décrits par Mufwene (2004) comme « semi-speakers » des quasi-locuteurs (notre traduction) ; c'est-à-dire, des individus qui prétendent parler leur langue mais qui mélangent son vocabulaire et sa grammaire avec un autre système linguistique. Aujourd'hui, l'augmentation de l'abandon de la langue maternelle principalement par des locuteurs natifs instruits dans les villes et les villages est palpable. En particulier, la génération Z ou Gen-Z (décrite par Francis & Hoefel (2018) comme toute personne née entre 1995 et 2010) représente une génération qui peut difficilement communiquer dans sa langue maternelle.

La majorité des milléniaux nigériens, c'est-à-dire la génération avant la génération Z, sont également incapables de parler leur langue maternelle. La seule différence est que les premiers sont généralement apathiques ; pour eux, si ce n'est pas la technologie ou les médias sociaux, cela ne vaut pas leur temps (voir : Sidang (2020)) dans un article récent sur les langues indigènes.

Bien que ce problème ne nous soit peut-être pas uniquement propre au Nigéria, l'implication globale est le déclin progressif et la mort éventuelle de nombreuses langues minoritaires parce que leur utilisation est restreinte d'une manière ou d'une autre.

Les politiques linguistiques et les langues autochtones au Nigéria

Avant le 20^e siècle, de nombreuses langues avec un petit nombre de locuteurs ont survécu pendant des siècles. Mais en raison de son interconnexion croissante, le monde moderne rend

beaucoup plus difficile pour les petites communautés linguistiques de vivre dans un isolement relatif (voir Whalen et Harrison (2009). Les langues sont les instruments les plus puissants pour préserver et développer le patrimoine matériel et immatériel (Thisday (2018). La langue est une partie intégrante de la culture et un reflet de la culture. Comme la culture, c'est un comportement appris, qui peut être amélioré par contact direct ou indirect.

Les langues sont connues de différentes manières. On parle de langues vivantes, pour celles toujours en usage comme langue anglaise et le français, de langues mortes, pour celles qui ne se parlent plus comme la langue Kasabe ou la langue Yeni de la région de Mambila au nord du Nigéria, de langue maternelle ou de première langue pour décrire la première langue acquise par une personne, de langue nationale pour celle d'une nation ou d'une partie de la nation. Bien qu'une politique linguistique puisse être expliquée comme une déclaration d'intentions, d'attentes, d'objectifs, de prescriptions, de normes et d'exigences pour une éducation linguistique de qualité. Les politiques éducatives au Nigéria sont documentées dans la Politique nationale sur l'éducation ; il s'agit de l'un de nos points focaux dans cette étude car il fournit une ligne directrice nationale pour l'administration, la gestion et la mise en œuvre efficaces de l'éducation à tous les niveaux d'administration.

Généralement, le tout ou une partie des exemples de langues citées ci-dessus pourraient également être qualifiées d'autochtones, en particulier si elles appartiennent ou proviennent d'un peuple particulier. Par exemple, le français est étranger au Nigéria mais indigène à la France ; tout comme les langues Yoruba, les Hausa ou les Igbo seront étrangères à la France mais indigènes au Nigeria. Dans un autre sens, mais plus spécifique à cette étude, Wolff (2019) décrit la langue indigène comme les langues parlées par des groupes politiquement marginalisés dont les nations ont été historiquement colonisées et leurs langues mises à l'écart en faveur des colonisateurs. Selon lui, il existe plus de 7 000 langues vivantes et environ un tiers d'entre elles se trouvent en Afrique. Alors qu'un rapport de l'ONU (2019) indique qu'il n'y a que 4000 langues autochtones

survivantes parlées par seulement 6% de la population mondiale. Mais plus important encore, les données ethnologiques (2005) citées par Dada (2011) indiquent que le Nigéria compte à lui seul 521 langues. Parmi celles-ci, 510 sont vivantes, deux sont des langues secondes sans locuteurs de langue maternelle et neuf 9 sont éteintes. L'implication en est que de nombreux enfants nigériens comme la plupart de leurs homologues africains grandissent dans des environnements multilingues et connaissent souvent plus d'une langue avant d'entrer à l'école.

Il est largement admis que les langues autochtones ; plus particulièrement à travers les traditions autochtones jouent un rôle crucial dans la vie quotidienne de leurs locuteurs. Il s'agit d'un moyen fiable d'acquérir des connaissances qui peuvent être transmises d'une génération à l'autre. Les exemples sont : la phytothérapie, la transformation des aliments et le règlement des controverses au sein des communautés.

Ainsi, c'est un fait bien documenté dans les différentes politiques nationales sur l'éducation (désormais : NPE) et dans la constitution de la République Fédérale du Nigéria que le gouvernement fédéral se préoccupe du sort des langues nigérianes en encourageant leur enseignement et leur apprentissage dans nos écoles. Pour harmoniser les actions linguistiques du pays, le Nigéria, comme plusieurs autres nations en voie de développement, formule des politiques linguistiques pertinentes dans le but d'ouvrir une nouvelle voie pour l'enseignement des langues. Cette action se manifeste dans la formulation et la révision de la politique dynamique, cohérente et nationale sur l'éducation comme celles de 1977, 1989, 1998, 2004 et 2013. Par exemple, en vertu de la « philosophie et objectifs de l'éducation au Nigéria », l'article 1 (10) (a) du NPE 2004 stipule que: « Le gouvernement reconnaît l'importance de la langue comme moyen de promouvoir l'interaction sociale et la cohésion nationale; et préserver les cultures. Ainsi, chaque enfant doit apprendre la langue de l'environnement immédiat. De plus, dans l'intérêt de l'unité nationale, il est expédient que chaque enfant soit obligé d'apprendre l'une des trois langues nigérianes: le Haoussa, le Igbo et le Yorouba » (Notre traduction) voir aussi : NPE :

(1977, 1989, 1998, 2004 et 2013).

De même, l'article 2 (14) (C), qui relève de « l'éducation préscolaire / pré primaire », a également ajouté que le gouvernement doit: « veiller à ce que le moyen d'enseignement soit principalement la langue maternelle ou la langue de la communauté immédiate; et à cette fin, le gouvernement doit:

i. développer l'orthographe de nombreuses autres langues nigérianes, et

ii. produire des manuels en langues nigérianes » (NPE, 2004) (Notre traduction) voir aussi : NPE : (1977, 1989, 1998, 2004 et 2013).

Cependant, il peut sembler étrange d'observer dans les mêmes documents de politique que le même gouvernement a introduit une limitation claire à ces belles politiques ci-dessus à l'appui des langues étrangères. Et cela pourrait être dû au fait que “...*policies are made to fail or designed in such a way to make implementation difficult because of some obvious pitfalls built into them*” Oyetade (2002:53). (... les politiques échouent ou sont conçues de manière à rendre la mise en œuvre difficile en raison de certains pièges évidents qui y sont intégrés) (Notre traduction). Voici quelques exemples: « Pour une interaction fluide avec nos voisins, il est souhaitable que chaque Nigérian parle français. Par conséquent, le français sera la deuxième langue officielle au Nigéria et il sera obligatoire dans les écoles primaires et secondaires mais non électif au lycée. » (Notre traduction) Section 1 (10) b): NPE (2004) « Le moyen d'enseignement à l'école primaire est la langue de l'environnement pendant les trois premières années. Pendant cette période, l'anglais sera enseigné comme matière ». (Notre traduction) Section 4 (19) e) : NPE (2004) « À partir de la quatrième année, l'anglais sera progressivement utilisé comme moyen d'instruction et la langue de l'environnement immédiat et le français seront enseignés comme matières ». (Notre traduction) Section 4 (19) f): NPE (2004)

Les déclarations de politique ci-dessus sont des cas évidents de recul et leurs implications pourraient être plus profondes que nous pouvons facilement l'imaginer. La plus importante d'entre elles est que nos langues autochtones sont déjà menacées et que notre riche culture, notre histoire, nos traditions et nos valeurs

sont menacées. Une manifestation claire mais souvent négligée du risque en jeu est la perte progressive de nos arts riches comme la danse, la mode et la musique que les jeunes abandonnent rapidement pour les versions occidentales. La rubrique suivante (ci-dessous) examine certaines autres implications de l'incohérence du gouvernement dans la formulation des politiques qui pourraient être liées aux langues autochtones:

Quelques effets des politiques linguistiques sur les langues nigérianes

Bien que nous croyions que les politiques examinées ci-dessus aient contribué dans une large mesure à la catégorisation des différents statuts linguistiques que nous avons actuellement dans le pays, nous examinons également certaines de ses implications pour les langues autochtones du pays. Les linguistes divisent les langues en trois catégories par statut : la langue saine, la langue en danger (ou en voie de disparition) et la langue éteinte (voir : Whalen et Harrison: 2009).

Les langues saines

Une langue saine est une langue actuellement apprise par les enfants comme première langue. Les langues saines sont généralement utilisées dans tous les domaines de la vie : à la maison, à l'école, au travail et dans d'autres environnements privés et publics. Sans préjudice des autres langues autochtones du Nigéria, le Yorouba, l'Hausa et le Igbo, qui sont souvent considérées comme les trois langues les plus populaires du pays, peuvent être considérées comme saines car elles ne sont pas seulement apprises, mais également utilisées dans des situations privées et publiques. L'ironie est que, plus elles deviennent saines en raison de politiques gouvernementales favorables, plus les autres langues qui les entourent s'affaiblissent en raison du danger.

Les langues en danger (ou en voie de disparition)

Une langue dont les locuteurs sont si peu nombreux ou en déclin si rapidement qu'elle pourrait bientôt disparaître pourrait être considérée comme menacée. Les langues menacées d'extinction peuvent être divisées en fonction de leur niveau de menace. Dans le premier niveau de danger, dans lequel une langue est toujours considérée comme saine, le pourcentage d'enfants

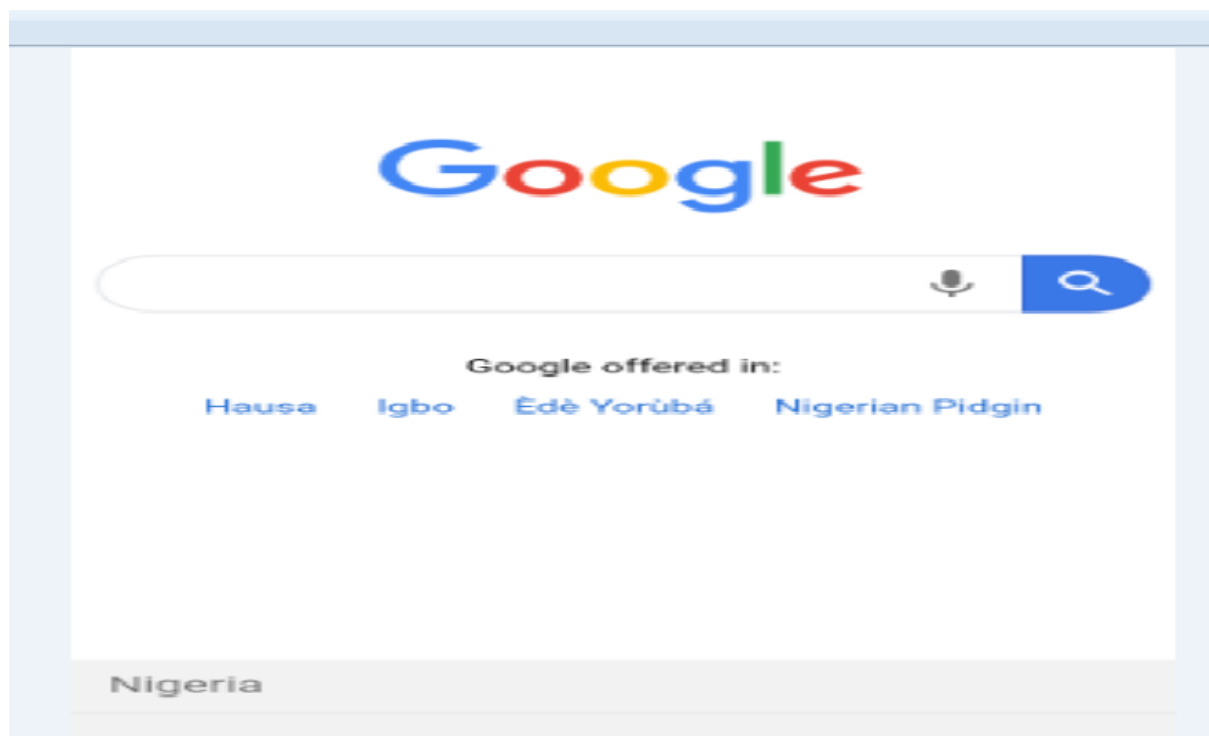
qui parlent la langue décroît généralement par rapport au pourcentage des adultes. Si les parents arrêtent, ou sont contraints de cesser d'enseigner à leurs enfants leur langue maternelle, la langue pourrait rapidement devenir gravement menacée, et elle pourrait se diriger vers une forme plus sérieuse du danger. Nous avons déjà cette situation dans la plupart des foyers nigériens où les parents sont directement responsables de la mise en danger des langues en encourageant les jeunes enfants à ne pas parler leur langue maternelle à la maison et dans les lieux publics. Malheureusement pour les langues impopulaires, les écoles et le gouvernement n'aident pas non plus la situation à travers leurs politiques linguistiques officielles et non officielles. Alors que le premier décourage l'utilisation de la langue vernaculaire, le second, qui peut sembler encourager les langues autochtones, s'intéresse davantage à la langue de l'environnement immédiat dans les écoles.

Le prochain niveau de menace est un changement soudain vers une mise en danger grave. En raison de la stipulation du NPE selon laquelle chaque enfant devrait être enseigné dans la langue de l'environnement immédiat au cours des trois premières années d'éducation primaire, ceci se produit actuellement dans les différentes parties du Nigéria (voir NPE, 1998). Un exemple typique est le peuple Ogu dans les régions des États de Lagos et Ogun, au Nigéria. Selon Senayon (2018), la langue Yoruba reste le moyen d'enseignement dans ces communautés car le NPE n'est pas correctement mis en œuvre. Elle a fait

valoir que, plutôt que de faciliter la vitalité de Ogu, la politique a eu des implications négatives pour cette langue car ses locuteurs continuent de se débrouiller largement en yoruba. C'est parce que les enfants Ogu sont obligés d'acquérir un certain degré de compétence en yoruba avant même d'être admis dans les écoles élémentaires de leur propre communauté. Ce type de changement est très répandu au Nigéria, en particulier si l'on considère une autre section du NPE qui dit: « dans l'intérêt de l'unité nationale, il est opportun que chaque enfant soit obligé d'apprendre l'une des trois langues nigérianes: le Haoussa, le Igbo et le Yorouba » (NPE, 2004). Le résultat évident est que la présence de ces langues est souvent si écrasante dans la mesure où elles sont plus ou moins considérées comme des langues régionales au Nigéria d'aujourd'hui.

À une échelle générale et plus populaire, de nombreux Nigériens ont dû mélanger leur langue maternelle avec l'anglais, ce qui a également conduit à la naissance du Pidgin (une version d'anglais nigérien). Ce contact linguistique a finalement donné naissance à différentes variétés de Pidgin selon chaque région et l'article 4 (19) (f): NPE (2004) qui encourage l'utilisation de l'anglais (comme moyen d'instruction) et l'enseignement du français (comme une matière scolaire) nous vient constamment à l'esprit.

Aujourd'hui, un simple clic sur le moteur de recherche Google via n'importe quel appareil depuis le Nigéria afficherait le type d'image que nous avons ci-dessous :



Source: www.google.com (2021)

L'on peut observer que les informations de base sont affichées en anglais avec une indication claire que des services peuvent être offerts en Haoussa, en Igbo, en Yoruba et en Pidgin nigérian. À notre avis, rien n'aurait pu empêcher Google d'ajouter une cinquième option linguistique intitulée « other Nigerian languages » (autres langues nigérianes). L'option proposée aurait pris en compte plus de 500 autres langues, à l'exception du fait qu'elles pourraient avoir été contraintes par les politiques linguistiques nigérianes et que les locuteurs autochtones de ces langues elles-mêmes auraient pu renoncer au développement de leurs langues.

Les langues moribondes

Les langues les plus menacées peuvent être décrites comme moribondes. Une langue moribonde a encore des locuteurs natifs, mais elle n'est pas apprise par les enfants; il ne reste souvent

que quelques locuteurs âgés (voir: Connell (1997). D'après Whalen et Harrison (2009), il existe probablement environ 400 langues moribondes dans le monde. En nous servant de la frontière comme une zone de plus grande menace linguistique que d'autres parties du Nigéria, nous considérons les langues: *Cambap*, *Somyev*, *Njanga*, *Njerep*, *Bung*, *Kasabe* et *Yeni*, dans la région de Mambila au Nigéria, comme des langues gravement menacées (voir Connell (1997). Ces langues sont moribondes dans le sens où leur plus jeune locuteur (là où il y en avait) est âgé d'une quarantaine d'années et c'est en dehors du fait qu'elles sont mêmes en dessous de 1000 locuteurs que Connell considère comme un marqueur de mise en danger. Voici un tableau adapté montrant la situation des langues nigérianes pendant 3 ans.

La mise à jour sur 3 ans de la situation des langues nigérianes

Année	Vivantes	Eteintes	Indigènes	Non-indigènes	Status of Nigerian languages				
					Institutionnelle	Stable		En danger	
						En développement	Vigoureuse	En difficulté	En voie de disparition
2018	519	7	509	10	19	78	348	30	44
2019	517	8	507	10	19	76	299	81	42
2020	515	9	505	10	19	76	299	82	39

Source: Simons & Charles (2018); Eberhard, Gary & Charles (2019); Eberhard, Gary & Charles (2020), Cité par: Ugwu (2020)

La réactivation d'une langue moribonde peut nécessiter des efforts extraordinaires, notamment de la documentation, une analyse et un enseignement linguistique intensif.

Quelques moyens de revitaliser et de préserver les langues autochtones (au Nigéria)

Que nous soyons prêts à l'accepter ou non, la vérité est que les langues africaines meurent régulièrement et nos langues autochtones ne font pas exception. L'UNESCO observe sur son site Internet que l'Afrique subsaharienne est l'une des trois régions avec les langues les plus menacées, les deux autres étant la Mélanésie et l'Amérique du Sud. Dans son *Atlas of the World's Languages in Danger* (2010), l'UNESCO a indiqué que le Soudan avait le plus grand nombre de langues en danger, étant 65 au total; Le Cameroun était deuxième avec 36; et le Nigéria est en ex aequo avec le Tchad au troisième rang avec 29 langues en danger. Si un rapport vieux de dix ans nous classe au troisième rang sans marge significative entre nous et le pays en deuxième position, la question de savoir où nous en sommes aujourd'hui et où nous serions dans dix ans devrait maintenant nous préoccuper. C'est soit que nous commençons à ressusciter les langues moribondes, soit que nous faisons tout pour protéger toutes les langues quel que soit leur statut. Vous trouverez ci-dessous quelques acteurs suggérés et les façons dont ils peuvent aider à revitaliser nos langues autochtones.

Le Gouvernement

Comme pour toute autre question d'importance nationale, le gouvernement est un acteur majeur en matière de revitalisation linguistique. Les efforts du gouvernement se manifestent dans la formulation de politiques et de législations en faveur des langues autochtones. Le problème majeur, comme souligné précédemment,

est l'auto-contradiction du Gouvernement et sa faiblesse dans le domaine du suivi.

Pour réussir à toute politique linguistique au pays, le gouvernement doit non seulement assurer la promotion des langues nigérianes, mais également leur donner une plus grande valeur marchande dans les secteurs cruciaux comme la vie publique et les transactions officielles (administration, politique et économie). Nous pensons que toute stratégie viable de promotion des langues nigérianes devrait, entre autres, prévoir l'intégration de la planification et des politiques linguistiques dans les projets de développement considérés comme cruciaux au pays: Politique linguistique et développement politique, administratif, judiciaire, agricole, industriel, commercial, socioculturel et éducatif et développement éducatif.

Le gouvernement doit faire preuve de sa volonté politique en plaçant les langues autochtones au même niveau que les langues étrangères ou nos soi-disant langues officielles. Si, dès 1979, la constitution stipule que : « Les travaux de l'Assemblée nationale doivent être menés en anglais et en Haoussa, Ibo et Yorouba lorsque des dispositions adéquates ont été prises en conséquence » FRN (1979: 51), le moins que l'on puisse attendre voir maintenant est la traduction de la constitution du pays dans ces trois langues principales pour commencer. Ensuite, le même effort devrait être canalisé vers d'autres documents nationaux essentiels tels que: chartes nationales et déclarations des droits, registres des actes: de naissance, de mariage ou de décès, code de procédure pénale, lois électorales, lois pénales, principales chartes régionales et internationales, documents de voyage, passeports et cartes d'identité, etc. Le gouvernement devrait aider à les concevoir de manière à les rendre disponibles en

anglais (la principale langue officielle) et dans la langue de la région où les documents seraient utilisés.

Les Parents

Il ne faut pas oublier que le manque de prestige n'est pas synonyme de manque de vitalité. Les parents devraient garder leur langue vivante en l'utilisant tout le temps à l'intérieur et à l'extérieur de leur maison. Ils devraient parler à leurs enfants dans leur langue et les encourager à faire de même. Ils ne doivent pas oublier leur identité, ou leur origine, ou bien cacher leur langue pour protéger leurs enfants d'une société qui stéréotype et limite toutes sortes d'opportunités.

Les Écoles

Elles ont un rôle majeur à jouer dans la revitalisation et la préservation de la langue car; l'extinction de nombreuses langues nigériennes pourrait également être liée à l'absence de matériel d'écriture en elles. Cependant, il est important de noter que, la revitalisation qui promeut l'utilisation d'une langue dans sa communauté n'est pas la même chose que la préservation, qui ne fait rien de plus que de conserver des textes dans une langue ou de la rendre fondamentalement comme des artefacts de musée. De bons exemples sont le latin classique et le grec ancien, entre autres, qui sont cités comme langues mortes malgré l'abondante littérature disponible en eux (voir: Mufwene (2004).

Grâce au soutien privé et gouvernemental, les institutions devraient consacrer l'essentiel de leurs efforts au développement d'un système d'écriture et à la production de littérature pour les langues en danger. En intégrant les langues autochtones dans leurs programmes, ils auraient rempli une mission vitale de protéger les langues des agressions extérieures et de la dégradation interne.

Les secteurs privés

Depuis des décennies, les organisations non gouvernementales et d'autres bénévoles, en particulier les chercheurs, ont pris sur eux la responsabilité d'attirer l'attention de l'état sur des langues autochtones à travers leurs diverses activités comme la recherche, les programmes de sensibilisation et les publications (comme celle-ci). Maintenant qu'il est urgent de préserver et de revitaliser nos langues, elles doivent plus que ne

jamais redoubler d'efforts. Alors que les chercheurs déploieront des publications comme moyen de sensibilisation, les organismes non gouvernementaux devraient s'efforcer d'obtenir l'engagement des gouvernements à revitaliser et à préserver la langue par un lobby constant et des agitations pacifiques. Tout comme le First People's Cultural Council au Canada, (voir: Report (2017), ils devraient veiller à ce que le gouvernement nigérien mette en œuvre la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui contient plusieurs articles qui soutiennent le rétablissement, la revitalisation et l'éducation en langues indigènes du Nigéria.

Les individus

En tant qu'individus, nous devons constamment nous rappeler que le changement dont nous rêvons commence avec chacun d'entre nous. Le gouvernement, les parents, les écoles et les parties prenantes ne peuvent pas tout faire. Ainsi, notre modeste contribution aux efforts de préservation et de revitalisation sera d'utiliser nos langues en les parlant tout le temps. Plus une langue est utilisée, plus elle devient populaire et forte.

Conclusion et recommandations

Après avoir jeté un regard critique sur certaines de nos politiques linguistiques et leurs implications désagréables sur nos langues autochtones, il est très évident que la langue et le développement sont les deux faces d'une même médaille, comme cela peut être vu dans le cas des pays comme la Grande-Bretagne, France, Chine, Iran, Allemagne, etc. Ces pays sont avancés et leur avancement pourrait être lié à leur utilisation des langues autochtones appelées langue maternelle, comme leur lingua franca.

Alors que notre pays vieillit au sein du comité des nations, il devient plus impératif pour les parties prenantes de prêter attention à l'extinction croissante des langues autochtones et aux implications pour l'avenir de notre pays. Le gouvernement devrait tenir compte du fait que nos langues autochtones ont depuis des temps immémoriaux servi de moyen fiable d'acquérir des connaissances qui se sont transmises de génération en génération dans les domaines de la phytothérapie, de la transformation des aliments et du règlement des disputes au sein des communautés. À ce titre, les éléments suivants

peuvent être envisagés de toute urgence:

- Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour protéger les langues autochtones en appliquant la politique nationale de l'éducation.
- Plus d'enseignants de langues autochtones devraient être recrutés afin de stimuler la croissance des langues locales.
- La traduction de la constitution du pays dans les trois langues principales et la canalisation du même effort vers d'autres documents nationaux essentiels tels que: chartes

nationales et déclarations des droits, registres des actes: de naissance, de mariage ou de décès, code de procédure pénale, lois électorales, lois pénales, principales chartes régionales et internationales, documents de voyage, passeports et cartes d'identité, etc.

Il est maintenant temps de raconter nos propres histoires nous-mêmes et dans nos propres langues!

Bibliographie

- Achebe, C. (1958): "Things fall apart", Heinemann, London.
- Adeniran, (1979): "Personalities and Policies in the establishment of English in Northern Nigeria (1900 – 1943)" dans *International Journal of Soc. Lang.*, volume 22, pp. 55 – 77.
- Ajiboye, T. (2002): "Nigeria and French: A Paradox of Closeness and Distance" dans *Fifty-second Inaugural Lecture*, University of Ilorin, January, pp. 11-29
- Ajiboye, T. (2010): "Le français comme une 2ème langue officielle au Nigéria? Oui mais..." dans *Linguistique et Applications Pédagogiques, Regards sur le français langue étrangère*, Clean Slate books, pp.91-104.
- Akinnaso, F.N. (1989): "One nation, Four Hundred Languages: Unity and Diversity in Nigeria's Language Policy" dans *Language Problems and language Planning*, Volume 13, No. 2, John Benjamin Publishing Company, pp. 133-146.
- Akinnaso, F.N. (1991): "Towards the Development of Multilingual Language Policy in Nigeria" dans *Applied Linguistics*, Volume 12, No.1, Oxford University Press, pp. 29-61.
- Alfa-Olasunkade, M. et Adewuyi, J. A. (2008): « Vers un enseignement efficace du français langue étrangère (FLE) et de l'anglais langue étrangère (ALE) en Afrique de l'ouest » dans, *Revue d'études françaises appliquées (REFRA)*, Vol 1, no 2, Revue internationale de recherche publiée par le Centre Universitaire de Recherche et d'Etude des Langues (CUREL), Université des Science Appliquée et Management (USAM), ISSN 1840 – 5908, Porto-Novo, Benin.
- Bamgbose, A. (2004): "Language Planning and Language Policies: Issues and Prospects" dans, P.V. Sterkenburg ed. *Linguistics Today – Facing a Greater Challenge*, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, pp 61-88.
- Connell, B.A. (1997): "Moribund Languages of the Nigeria-Cameroon Borderland" dans, *Symposium on Language Endangerment in Africa*, Institute of Social and Cultural and Social Anthropology, Oxford University, Leipzig, July 29 - 31, 1997.
- Dada, A. (1981): "The new language policy in Nigeria: Its problems and its chances of success" une communication lue à AILA World Conference 1981, University of Lund, Sweden.
- Dada, S.A. (2011) "Language policies and planning in Nigeria: Issues and perspectives" dans, *Cross-currents in language, literature and translation: Festschrift for Prof. J.P.A. Ukoyen*, 56-79
- Eberhard, D. M., Gary, F.S., et Charles, D. F. (eds.) (2019): "Ethnologue: Languages of the world, 22nd edition" Dallas, Texas: SIL international. Online version: <http://www.ethnologue.com>
- Eberhard, D. M., Gary, F.S., et Charles, D. F. (eds.) (2020): "Ethnologue: Languages of the world, 23rd edition" Dallas, Texas: SIL international. Online version: <http://www.ethnologue.com>
- Federal Ministry of Education (2001): *National Curriculum for Junior Secondary Schools (French)*, Ministerial Committee on the review of French language syllabus and curriculum, June 2001, Abuja.

- Federal Republic of Nigeria (1973): *Report of the Seminar on a National Policy on Education*. Lagos: Federal Ministry of Education.
- Federal Republic of Nigeria (1977): *National Policy on Education*. Lagos: Government Printer.
- Federal Republic of Nigeria (1979): *Constitution of the Federal Republic of Nigeria*.
- Federal Republic of Nigeria (1981): *National Policy on Education* (2nd Edition). Lagos: Nigerian Educational Research and Development Council Press.
- Federal Republic of Nigeria (1998): *National Policy on Education* (3rd Ed.). Lagos: Nigerian Educational Research and Development Council Press.
- Federal Republic of Nigeria (1999): *Constitution of the Federal Republic of Nigeria*.
- Federal Republic of Nigeria (2004): *National Policy on Education* (4th Ed.). Lagos: Nigerian Educational Research and Development Council Press.
- Federal Republic of Nigeria (2006): *Education Sector Report*. Abuja: Federal Ministry of Education.
- Federal Republic of Nigeria (2012): *National Policy on Education* (5th Ed.). Lagos: Nigerian Educational Research and Development Council Press.
- Igboanusi, H. and Pütz, M. (2008): "The Future of French in Nigeria's Language Policies", dans *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, Volume 29, No.3, Routledge Publishers, pp.235-259.
- ISA, B. (2019) : « Les législations linguistiques: Quelques témoignages du français au Nigéria » dans, *Pedagogy and Social Discourse*, A Festschrift in honour of Professor Tunde Ajiboye, Volume 1: 136-147, a joint publication of the Department of French, University of Ilorin, Nigeria and University of Cape coast, Cape coast, Ghana.
- Mufwene, S.S. (2004): "Language Birth and Death" dans, *Annual Review of Anthropology*, doi: 10.1146/annurev.anthro.33.070203.143852
- Okebukola, P.A. et al (2013): "Mother tongue as Default Language of Instruction in Lower Primary Classes: Tension between Policy Prescription and Practice in Nigeria" dans, *Journal of Research in Science Teaching*, Volume 50, No.1, Wiley Periodicals Inc, pp. 62-81.
- Ouedraogo, R. M. (2000) ;, « Planification et politiques linguistiques dans certains pays Sélectionnés d'Afrique de l'Ouest », *Institut International pour le Renforcement des Capacités en Afrique (IIRCA)*, UNESCO, Addis Abeba.
- Oyetade, S.O. (2002): "Language Policies and Planning in Nigeria", *Research in African Languages and Linguistics*, (6), 51-66.
- Senayon, E. (2018): "The language provisions of the national policy on education and the endangerment of Ogu in Southwestern Nigeria" dans, *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, Routledge Taylor and Francis Group, DOI: 10.1080/13670050.2018.1528205, pp: 1-13.
- Simon, G. F. et Charles, D. F. (eds.) (2018): "Ethnologue: Languages of the world, 21st edition" Dallas, Texas: SIL international. Online version: <http://www.ethnologue.com>
- Ugwu, E. O. (2020): "English Language Globalization and the Future of the Nigerian Indigenous Languages" dans, *European Scientific Journal*, May 2020 edition ,volume 16, No 14, ISSN: 1857-7881 (Print) e- ISSN 1857 – 7431, Doi: 10.19044/esj.2020.v16n14p38 URL: <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n14p38>
- UNESCO (2010): "Atlas of the world languages in danger", United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization, with the support of the Government of Norway, 7, Place de Fontenoy, 75352 Paris.
- Valérie G. et al (2017): "Reconnaissance, Préservation et Revitalisation des langues autochtones" dans, *Rapport sur la séance de dialogue national sur les langues autochtones*, First Peoples' Council, 1A Boat Ramp Road, Brentwood Bay, BC, V8M 1N9. www.fpcc.ca
- Whalen, D. et Harrison, K. D. (2009): "The world's endangered languages", dans, *Microsoft Encarta*, Microsoft Corporation 1993-2008.

Sitographie

- UN News (2019): “Two indigenous languages are dying every month: UN Assembly President”
www.news.un.org retiré le 18/02/2020
- Wolff, H.E. (2019): “Five ways indigenous languages can be championed for learners”, University of Leipzig,
www.theconversation.com, retiré le 28/04/2019
- This Day Editorial (2018): “Why indigenous languages matter” <http://www.thisday.com> retiré le 21/02/2018
- Google (2021): www.google.com retiré le 22/02/2021
- Sidang A. (2020): “Speak to my heart! A place indigenous languages in African fiction” dans *The Elephant*,
www.theelephant.info , retiré le 08/03/2020